

2 Politique

Mission de la CPI à Libreville

“Caduque, voire anachronique” selon Guy-Christian Mavioga

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

Dans une déclaration faite le week-end écoulé, le président du Bloc démocratique chrétien (BDC) a estimé que la présence d'une juridiction internationale au Gabon n'a pas lieu d'être, au moment où "le Gabon vient d'amorcer la marche vers l'apaisement par le biais d'un Dialogue constructif dont le but est de réconcilier les Gabonais".

LE président du Bloc démocratique chrétien (BDC), Guy-Christian Mavioga s'est prononcé récemment sur la mission

effectuée dernièrement par la Cour pénale internationale (CPI) au Gabon. Pour l'orateur par ailleurs porte-parole de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence, la présence de cette juridiction internationale à Libreville est "caduque voire anachronique". Le président du BDC a justifié ainsi son point de vue; "en toute responsabilité actuellement, le pays n'a pas besoin d'une instance juridictionnelle internationale pour pointer du doigt un camp, alors que le Gabon vient d'amorcer la marche vers l'apaisement par le biais d'un Dialogue constructif dont le but est de réconcilier tous les Gabonais entre eux".

Par ailleurs, non sans saluer le travail de la CPI à travers le monde, Guy-Christian Mavioga s'est également réjoui de la disponibilité des deux camps (opposition et majorité) à collaborer avec ces magistrats internationaux venus à Libreville dans le cadre d'une enquête préliminaire sur les violences post-électorales d'août dernier. Toutefois, l'orateur a déploré le fait que "les experts de la CPI n'ont pas rencontré toutes les composantes de la société gabonaise notamment l'opposition constructive d'une part et d'autre part les autres partis de la majorité qui ont également vécu ces moments douloureux et dont

les témoignages auraient pu apporter des éléments supplémentaires". En outre, le président du BDC a indiqué que, pour sa part, l'heure est à la réconciliation des Gabonais. Et pour cela, Guy-Christian Mavioga a invité l'opposition tout comme la majorité à "accepter le sacrifice, par amour pour le pays, d'aller les uns vers les autres. Refuser d'aller vers l'autre, c'est être sorcier et ennemi du Gabon". Et de lancer un appel à toute la classe politique gabonaise : "Aux fossoyeurs de tous les bords, le BDC tient à rappeler que la haine n'engendre que la perte. Et qu'il faut, comme l'a souhaité la mission de la CPI, que le fil



Guy Christian Mavioga n'a pas jugé utile la présence de la CPI au Gabon.

du dialogue ne soit pas rompu (...). C'est fort de cela que le parti politique de Mavioga a estimé que la majorité à laquelle il appartient "doit

accepter le sacrifice pour l'amour du Gabon, d'aller vers le camp de l'opposition radicale et inversement afin de sceller la réconciliation nationale".

Opposition/6e congrès du Morena

Samuel Mendou passe le témoin à Thierry Ondo Assoumou



Le nouveau président du Moréna, Thierry Ondo Assoumou (d), aux côtés de son prédécesseur Samuel Mendou.



Une vue des congressistes à l'ouverture des assises.

AN
Libreville/Gabon

LES membres et sympathisants du Mouvement de redressement national (Morena) se sont retrouvés le week-end dernier au "QG" de Jean Ping, situé au quartier "Les Charbon-

nages" dans le premier arrondissement de Libreville. C'était à la faveur du 6^e congrès ordinaire de leur formation politique, congrès dit "de la renaissance". La cérémonie a vu la présence des leaders des partis amis membres de l'Union des forces de changement (UFC) ainsi que certains membres de la Coalition pour la nouvelle République (CPNR). Après l'hymne du parti, le

discours d'ouverture du président sortant Samuel Mendou, les congressistes ont procédé à l'installation des membres du bureau du congrès. Et c'est Mathurin Ona Nguéma qui a été porté à la tête dudit bureau. On retiendra, à l'issue des travaux organisés en commissions, la création d'un conseil politique qui sera dirigé par le président sortant Samuel Mendou.

Cette instance aura pour mission de veiller à la bonne marche du parti, tout en préservant son idéologie... Parmi les principaux temps forts de ces assises, l'élection du nouveau président du parti. A ce niveau, on notera que quatre candidats étaient en lice. Il s'agit de Thierry Ondo Assoumou, Antoine Mbadina, Gildas Kombila et Mathurin Ondo Nguéma.

Au terme du scrutin, Thierry Ondo Assoumou, jusque-là secrétaire général, a été élu nouveau président du Mouvement de redressement national par consensus, mode retenu pour ce scrutin. A peine promu, le successeur de Samuel Mendou a, dans son propos de circonstance, adressé ses remerciements aux congressistes. Tout comme il a félicité son pré-

décesseur, et le bureau qui l'a accompagné, pour le travail accompli dans le sens du dynamisme du parti. Non sans s'engager non seulement à maintenir la flamme du Morena, l'un des piliers dans le combat pour le retour du multipartisme dans notre pays, mais aussi à contribuer au renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit au Gabon.

A la suite du recadrage de Bruno Ben Moubamba par le gouvernement

L'ACR exprime son mécontentement

AEE
Libreville/Gabon

L'ALLIANCE pour le changement et le renouveau (ACR), formation politique dont Bruno Ben Moubamba est le président-fondateur, est montée au créneau, à la suite d'une lettre de recadrage du gouvernement, signée par son

porte-parole Alain-Claude Bilie-By-Nze, à l'endroit du vice-Premier ministre, pour un rappel à l'ordre. Thérèse Kinga, porte-parole de l'ACR, a dénoncé lors de cette récente déclaration au siège dudit parti, sis à la cité Damas, "un excès de zèle" et des "incohérences" du porte-parole du gouvernement. Selon elle, ce dernier "ferait des remontrances à son chef hiérarchique".

Pour Mme Kinga, "le porte-parole du gouvernement doit se défaire des attitudes propres au Gabon d'avant, où l'anarchie sous toutes ses formes, l'autoritarisme et l'excès de zèle étaient des qualités propres aux roitelets de la République, soulevant ainsi la colère des Gabonais." Et de souligner : "M. Moubamba s'est exprimé en tant que président de l'ACR et non en tant que vice-Premier ministre. Il a

donc donné le point de vue de son parti sur une question". Rappelons que Bruno Ben Moubamba avait réagi sur sa page Facebook, sur le mécanisme élargi de crédit, conclu entre l'Etat gabonais et le Fonds monétaire international (FMI). Pour le président de l'ACR, il s'agissait là de "placer le Gabon sous tutelle de l'institution financière internationale".



Thérèse Kinga, lisant sa déclaration, où elle traduit l'amertume de l'ACR.